



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail, des solidarités  
et de la protection des populations**

Service vétérinaire-santé et  
protection animales-environnement

Blois, le 20/05/2025

**Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2025

**Contexte et constats**

publié sur **GÉORISQUES**

**ST MICHEL CONTRES**

2 Boulevard de l'Industrie  
41700 Le Controis-en-Sologne

Inspection n° : RI 2025-04-30 FD01

Code AIOT : 0054100182

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement ST MICHEL CONTRES implanté 2 Boulevard de l'Industrie - 41700 Le Controis-en-Sologne.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ST MICHEL CONTRES
- 2 Boulevard de l'Industrie - 41700 Le Controis-en-Sologne
- Code AIOT : 0054100182
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Établissement de fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation.

**Thèmes de l'inspection :** AN25 agroalimentaire incendie, AN25 agroalimentaire rejets aqueux, fluides frigo, déchets, eau de surface

**2) Constats :**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Demande d'action corrective	1 Mois
6	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 26	Demande d'action corrective	6 Mois
7	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 29	Demande d'action corrective	6 Mois
9	Traitement et rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 4	Demande d'action corrective	6 Mois
11	Principes de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 44	Demande d'action corrective	1 Mois

12	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 57	Demande d'action corrective	1 Mois
16	Inventaire	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article annexe	Demande d'action corrective	6 Mois
17	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article annexe	Demande d'action corrective	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 24	Sans objet
8	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 31	Sans objet
10	Traitement et rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 6	Sans objet
13	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 68	Sans objet
14	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 73	Sans objet
15	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 76	Sans objet
18	Généralités	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Lors de la visite d'inspection nous avons pu constater les non-conformités suivantes :

- En ce qui concerne les équipements contenant des fluides frigorigènes :
  - L'inventaire des équipements et des stockages contenant des fluides frigorigènes n'a pas été communiqué ;
  - Des contrôles d'étanchéité sont réalisés mais l'exploitant n'a pas fourni les rapports de contrôle, ni les registres de gestion de ces équipements ;
  - L'étiquetage des équipements après contrôle n'est pas conforme (étiquette absente ou contenant des informations erronées).
- En ce qui concerne la gestion de l'eau et des rejets aqueux :
  - La valeur des prélèvements d'eau avoisine les 35 000 m<sup>3</sup>, ce qui dépasse le prélèvement maximal annuel (25 000 m<sup>3</sup>) autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2011 ;
  - Les rejets d'eau issus de la station de pré-traitement ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émissions inscrites dans la convention de rejet.
- Le rapport Q18 concernant le contrôle des installations électriques des unités "process" et "bâtiment" du site présentent des anomalies, qui n'ont pas été corrigées à ce jour.
- Le plan des réseaux suite aux travaux de mise en service de la nouvelle unité de production n'est pas mis à jour.
- Le registre de gestion des déchets a été présenté lors de l'inspection mais la vérification des quantités traitées n'a pu être vérifiée sur place.
- Les mesures mises en place concernant les Meilleures Techniques Disponibles n'ont pas été présentées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle périodique des équipements

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025 - Fréquence des contrôles périodiques

**Prescription contrôlée :**

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.

Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou
- b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

[...]

Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ;
- b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ;
- c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.


3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;

[...]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :


- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de

l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.	
<b>Constats :</b> Des contrôles d'étanchéité sont réalisés sur les équipements contenant des fluides frigorigènes mais l'exploitant n'a pas fourni les rapports de contrôle.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Fournir les rapports de contrôle de l'ensemble des équipements contenant des fluides frigorigènes.	
<b>Respect de la prescription :</b> 	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois	


## N° 2 : Registre

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Traçabilité des interventions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ;</li> <li>b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ;</li> <li>c) la quantité de gaz récupérée ;</li> <li>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</li> <li>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;</li> <li>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;</li> <li>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</li> </ul> <p>2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ;</li> <li>b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans.</li> </ul> <p>Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande.</p> <p>[...]</p>




<b>Constats :</b> Les registres consignant les informations sur les équipements contenant des fluides frigorigènes n'ont pas été présentés.	
<b>Respect de la prescription :</b> 	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois	


### N° 3 : Marque de contrôle – absence de fuite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Marque de contrôle à apposer	
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.            La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.            Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.            La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>	
<p><b>Constats :</b>            Nous avons constaté sur un équipement la présence d'un disque bleu de contrôle ne contenant pas les bonnes informations.            En effet, l'étiquette apposée sur l'équipement installé en 2025, indique la date d'installation et non la date limite de la validité du contrôle d'étanchéité.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b> 	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois	


#### N° 4 : Identification et connaissance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe 1)	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Identification des équipements contenant des fluides.	
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides. Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Point 3.3 : État des stocks de fluides : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.	
<b>Constats :</b> Un équipement nouvellement installé au niveau de la nouvelle ligne de production ne contenait aucun étiquetage. L'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes n'a pas été fournis lors de la visite d'inspection.	
<b>Respect de la prescription :</b> 	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois	

#### N° 5 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 24			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Valeurs limites d'émissions			
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise tous les 3 ans une mesure des émissions en oxydes d'azote (NOx). Les valeurs limites d'émissions sont les suivantes :			
Type de rejet	Nox (mg/Nm3)	SO2 (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)
Chaudières	150	35	5
Fours	500	300	100
<b>Constats :</b> Les rapports de contrôle des émissions ont été présentés lors de la visite. Depuis la dernière inspection, les trois paramètres sont maintenant analysés. Le contrôle du 23.09.2024 fait apparaître un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) pour le paramètre COVnm. Des mesures correctives ont été mises en œuvre (l'exploitant a présenté le compte-rendu d'intervention) et les rejets contrôlés le 19.11.2024 sont conformes au VLE.			
<b>Respect de la prescription :</b> 			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			


## N° 6 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 26	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Prélèvements et consommations d'eau	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :  Origine de la ressource : réseau public Commune du réseau : Contres Prélèvement maximal annuel : 25000 m <sup>3</sup>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.	
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les prélèvements d'eau avoisinent les 35 000 m <sup>3</sup> , ils sont supérieurs à la valeur maximale annuelle fixée dans l'arrêté préfectoral. Il précise que cette hausse des prélèvements s'explique notamment par la mise en service de la nouvelle ligne de production. La société souhaite mettre à jour le prélèvement d'eau maximal annuel par un porter à connaissance.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>	6 Mois


## N° 7 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 29	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Plan des réseaux	
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux, et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bacs de disconnexion, implantation des disconnecteurs...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, compteurs ... )</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>	
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux n'a pas été présenté lors de l'inspection. En effet, de nouvelles installations ayant été mises en place ce plan des réseaux doit être mis à jour.	



<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>	6 Mois

#### N° 8 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 31	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Protection des réseaux	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. A ce titre les bassins d'orage vers lesquels sont dirigés toutes les eaux pluviales ou collectées sur le site sont équipés de vannes manuelles de sectionnement. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par une consigne. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.	
<b>Constats :</b> La collecte des effluents liquides se fait via un séparateur d'hydrocarbures (contrôlé en mars 2025) vers un bassin de collecte fermé par une vanne.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

#### N° 9 : Traitement et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Valeurs limites d'émissions des eaux usée après pré-traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents pré-traités collectés par la commune de CONTRES sont traités par la station d'épuration communale. Au préalable, elles subissent un pré-traitement. Le raccordement des effluents à la station d'épuration communale a fait l'objet d'une convention et d'un arrêté signé entre la société SAINT-MICHEL et la commune de CONTRES datant du 25 mars 2024 fixant notamment la qualité des effluents raccordés.</p> <p>Avant raccordement à la station d'épuration communale, les effluents respectent les valeurs suivantes pour une durée de deux ans à partir de la date de signature :</p>
<p><b>Paramètres valeur limite de rejet :</b></p> <p>Température des effluents : &lt; 30°C</p> <p>6 &lt; pH &lt; 8,5</p> <p>Volume : 214 m<sup>3</sup>/jour</p>

Paramètres	Concentration	Flux
DCO	3650 mg/L	430 kg/j
DBO5	1610 mg/L	170 kg/j
MES	1340 mg/L	130 kg/j
N <sub>gl</sub>	150 mg/L	8 kg/j
P <sub>t</sub>	50 mg/L	2 kg/j

**Constats :**

Les effluents pré-traités ne respectent pas toutes les valeurs limites d'émission (VLE). En effet, on constate des dépassements récurrents concernant plusieurs paramètres.

La convention de rejet, dont nous disposons à l'inspection des installations classées de la DDETSPP est celle de 2022. L'exploitant nous précise qu'elle a été revue avec la commune de Contres. Les nouvelles VLE inscrites sont plus strictes et imposent à l'exploitant de se mettre en conformité pour continuer à rejeter dans la station d'épuration communale.

Suite à l'inspection, la nouvelle convention datée du 25 mars 2024, a été envoyée à la DDETSPP.

Un projet de construction d'une nouvelle station de pré-traitement est à l'étude, les plans ont été présentés lors de la visite.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 Mois

## N° 10 : Traitement et rejet des effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels - Surveillance des installations

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés.

La fréquence de mesure des paramètres Débit, pH, Température, DCO, DBO5, azote global (NGL), phosphore total (PT) et MEST est conforme à celle indiquée dans le tableau suivant :

PARAMÈTRES	Fréquence des mesures (nombre de jours par an)
Volume	Jour (en continu)
MEST	Mensuelle
DBO5	Trimestrielle
DCO	Mensuelle
NGL	Mensuelle
PT	Mensuelle
pH	Jour (en continu)
Température	Jour (en continu)

**Constats :**

Les analyses sont réalisées conformément aux prescriptions. Les résultats sont inscrits sur GIDAF.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 11 : Principes de gestion des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 44

**Thème(s) :** Autre - Type de déchets produits et traitements associés

**Prescription contrôlée :**

Type de déchet	Quantité moyenne produite	Type de stockage	Mode d'élimination
Déchets banals	< 30 tonnes / mois	Benne avec compacteur	incinération
Déchets de gâteaux	< 20 tonnes / mois	Benne couverte	Élevage porcin
Cartons	15 tonnes/ mois	Benne et compacteur	Recyclage
Plastiques	5 tonnes / mois	Benne et compacteur	Recyclage
Palettes endommagées et ferrailles	Ponctuel		Valorisation
Bidons vides	0,5 tonnes/ mois	Benne	Recyclage

Encres et solvant	< 1 tonne l an		Incinération
Huiles	< 1 tonne l an		Régénération
Néons	environ 100 / an		Recyclage
Boues de prétraitement	300 tonnes / an		Compostage

### Constats :

Le registre de gestion des déchets a été présenté lors de l'inspection. La vérification du respect des quantités n'a pas pu être vérifiée sur place et il a été demandé à l'exploitant de transmettre le registre à l'inspection des installations classées.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois

## N° 12 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 57	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Installations électrique	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. L'exploitant dispose de différents organes de coupure pour permettre la coupure de l'alimentation électrique par grandes zones de l'établissement. La localisation de ces organes de coupure est portée à la connaissance du personnel.	
<b>Constats :</b> Le rapport Q19 datant de novembre 2024 a été présenté lors de l'inspection. Les anomalies relevées dans le rapport ont été corrigées. Les différents rapports Q18 des unités développement, usine, process et station d'épuration, nous ont été présentés lors de l'inspection. Ils datent de septembre 2024. Les rapports concernant les unités "process et bâtiment" présentent des anomalies. Un plan d'action pour la gestion des corrections a été mis place en novembre 2024, il reste cependant à ce jour des anomalies à corriger sur les lignes 4 - 10 et 13 de l'unité "process" et sur l'atelier de pétrissage de l'unité "bâtiment".	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>	1 Mois




### N° 13 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 68	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Rétentions	
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables 50 % de la Capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.	
<b>Constats :</b> Tous les stockages sont sur rétention, dans des locaux fermés.	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

### N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 73	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Propreté	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits.	
<b>Constats :</b> Les parties extérieures du site, objets de cette inspection sont en bon état de propreté.	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

## N° 15 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 76
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Les moyens de secours (RIA, extincteurs, détection automatique d'incendie, exutoires de fumées...) sont vérifiés à minima une fois par an.
<b>Constats :</b> Les registres de maintenance des équipements sont mis à jour, ils ont été présentés lors de l'inspection. Ils attestent que les équipements sont en bon état.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 16 : Inventaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article annexe
<b>Thème(s) :</b> Autre - MTD 2
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :  I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris : a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;  II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;  III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;  IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ; c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;

VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

**Constats :**

Les différentes mesures qui devaient être mises en place afin de consolider les points I, II, V et VI de la Meilleure Technique Disponible (MTD) N°2, n'ont pas été présentées lors de l'inspection. Ces mesures devaient être mises en place avant décembre 2023.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 Mois

**N° 17 : Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article annexe

**Thème(s) :** Autre - MTD 11

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux. La capacité appropriée est déterminée par une évaluation des risques (tenant compte de la nature du ou des polluants, de leurs effets sur le traitement ultérieur des effluents aqueux, du milieu récepteur, etc.).

Les effluents aqueux contenus dans ce stockage tampon ne sont rejetés qu'après que les mesures appropriées ont été prises.

Dans le cas des unités existantes, la technique peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de la configuration du système de collecte des effluents aqueux.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un bassin tampon de 80 m<sup>3</sup>.

Dans le cadre de la Meilleure Technique Disponible (MTD) N°11, l'analyse de risque prévue dans le dossier de réexamen IED et qui devait être réalisée avant décembre 2023, n'a pas été présentée.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 Mois

## N° 18 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 8	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Stockage	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.	
<b>Constats :</b> Le plan général des installations a été présenté lors de l'inspection.	
<b>Respect de la prescription :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	